



**Assemblée générale**

Distr.  
GENERALE

A/45/630  
22 octobre 1990  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ESPAGNOL

---

Quarante-cinquième session  
Point 12 de l'ordre du jour

**RAPPORT DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL**

**Situation des droits de l'homme en El Salvador**

**Note du Secrétaire général**

Le Secrétaire général a l'honneur de communiquer aux membres de l'Assemblée générale le rapport sur la situation des droits de l'homme en El Salvador, rédigé par M. José Antonio Pastor Ridruejo, Représentant spécial de la Commission des droits de l'homme, en application du paragraphe 17 de la résolution 1990/77 de la Commission des droits de l'homme, en date du 7 mars 1990, et de la décision 1990/242 du Conseil économique et social, en date du 25 mai 1990.

ANNEXE

Rapport sur la situation des droits de l'homme en El Salvador,  
rédigé par le Représentant spécial de la Commission des droits  
de l'homme en application du paragraphe 17 de la résolution  
1990/77 de la Commission et de la décision 1°20/242 du Conseil  
économique et social

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphe</u> s	<u>Page</u>
I. INTRODUCTION .....	1 - 3	3
II. SITUATION POLITIQUE GENERALE .....	4 - 18	3
III. DROITS ECONOMIQUES, SOCIAUX ET CULTURELS .....	19 - 29	6
IV. DROITS CIVILS ET POLITIQUES .....	30 - 82	8
A. Exécutions sommaires .....	30 - 60	8
B. Arrestations, enlèvements et disparitions .....	61 - 67	13
C. Traitement des prisonniers politiques .....	68 - 73	16
D. Justice pénale .....	74 - 82	17
V. RESPECT DU DROIT INTERNATIONAL HUMANITAIRE DANS LE CONFLIT ARME .....	83 - 91	19
VI. EFFORTS DEPLOYES POUR AMELIORER LE RESPECT DES DROITS DE L'HOMME ET RESULTATS OBTENUS .....	92 - 101	23
VII. CONCLUSIONS .....	102 - 117	25
VIII. RECOMMANDATIONS .....	118 - 122	27

## I. INTRODUCTION

1. Le présent rapport a été rédigé en application de la résolution 1990/77 de la Commission des droits de l'homme et de la décision 1990/242 du Conseil économique et social. Il traite de la situation des droits de l'homme en El Salvador au cours des mois écoulés de l'année 1990, mais il doit être considéré compte tenu des rapports présentés par le Représentant spécial depuis 1981. Le Représentant spécial remercie vivement le Gouvernement salvadorien et le Frente Farabundo Martí para la Liberación Nacional (FMLN) de leur coopération. Il remercie également les autres gouvernements, les organisations internationales et non gouvernementales et les autres institutions et particuliers qui lui ont prêté leur concours.

2. Dans une lettre du 28 juin 1990, le Représentant spécial a fait part au Gouvernement salvadorien de son désir de se rendre à nouveau dans le pays entre le 22 et le 30 septembre. Le Gouvernement a finalement accepté que cette visite ait lieu entre le 30 septembre et le 7 octobre.

3. Pendant son séjour en El Salvador, le Représentant spécial a eu l'occasion de s'entretenir avec le Président de la République, M. Alfredo Cristiani, et avec de hautes autorités et de hauts fonctionnaires des autres pouvoirs de la République ainsi qu'avec des officiers supérieurs et représentants des forces armées et des forces de sécurité; dans les locaux de Tutela Legal, il a entendu de nombreux témoignages présentés par cette organisation et par d'autres organisations humanitaires non gouvernementales; il a reçu de nombreuses informations orales et écrites de ces organisations et de mouvements paysans et syndicaux. Il a également eu des entretiens avec des particuliers. Enfin, il s'est rendu dans le pénitencier de Santa Ana, où il a eu l'occasion d'avoir des entretiens confidentiels avec des prisonniers politiques d'idéologies diverses. Le Représentant spécial a eu également, en dehors du pays, des entretiens avec des représentants du FMLN.

## II. SITUATION POLITIQUE GENERALE

4. Au cours des mois écoulés de l'année 1990, le conflit armé entre les forces armées régulières et les organisations de guérilla du FMLN s'est poursuivi avec toute sa traînée de sang, de violence et de destruction. Il convient d'ajouter que cela n'a pas empêché la reprise et l'intensification du processus de dialogue et de négociation, qui se déroule maintenant sous les auspices du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

5. En fait, le processus de dialogue et de négociation entre le Gouvernement d'El Salvador et le FMLN qui s'était poursuivi en 1989 a été interrompu sans avoir pu aboutir à aucun accord concret au cours des réunions de septembre au Mexique et d'octobre au Costa Rica. La troisième réunion, qui devait se tenir en novembre au Venezuela, a été annulée à la suite de l'attentat contre le siège de la Fédération nationale des syndicats de travailleurs salvadoriens (FENASTRAS) et de l'offensive générale lancée ultérieurement par le FMLN. Malgré les désirs de paix exprimés par l'immense majorité du peuple salvadorien, l'année a commencé sans dialogue entre les parties en conflit.

6. Le 31 janvier 1990, le Président Cristiani s'est entretenu à New York avec le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies 1/. Au cours de cette entrevue, le Président Cristiani a demandé au Secrétaire général d'exercer ses bons offices pour le FMLN accepte d'engager des conversations avec le Gouvernement conformément au plan de paix pour l'Amérique centrale adopté par les présidents des Etats d'Amérique centrale lors de la réunion au sommet d'Esquipulas II. Le Secrétaire général a accédé à cette demande 2/. Plus tard, dans une déclaration conjointe faite à Moscou le 10 février 1990, le Secrétaire d'Etat des Etats-Unis d'Amérique, James Baker, et le Ministre des affaires étrangères de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, Edvard Shevardnadze, ont exprimé l'appui résolu des deux Etats à un règlement pacifique du conflit en El Salvador ainsi que leur appui au Secrétaire général de l'Organisation dans les efforts qu'il fait pour aboutir à un cessez-le-feu définitif et à la reprise des négociations entre le Gouvernement et la guérilla 3/.

7. Le 13 mars 1990, dans un geste destiné à favoriser une reprise des négociations de paix, le FMLN a décrété une suspension partielle des attentats contre les fonctionnaires et employés gouvernementaux n'ayant aucun lien avec l'armée ni avec les groupes paramilitaires, ainsi que des actes de sabotage contre les véhicules de transport public, les établissements commerciaux et les lignes téléphoniques 4/. En retour, le FMLN demandait au Gouvernement que les forces armées cessent toute forme d'agression contre la population civile.

8. Le 21 mars 1990, le Ministre de l'information a annoncé que le Gouvernement était prêt à reprendre immédiatement le dialogue avec la guérilla sans aucune condition préalable 5/. A la fin de ce mois, le Président du Venezuela, Carlos Andrés Pérez, a rencontré séparément, à Caracas, de hauts dirigeants gouvernementaux, des chefs du FMLN et des dirigeants de Convergencia Democrática afin d'étudier les possibilités d'activer le processus de dialogue 6/.

9. C'est ainsi que le 4 avril 1990, le Secrétaire général de l'Organisation s'est réuni à Genève avec une délégation gouvernementale dirigée par le Ministre de la justice, Oscar Santamaría, et composée de trois ambassadeurs accrédités dans des pays d'Europe et une délégation du FMLN composée des commandants Shafik Handal, Ana Guadalupe Martínez et Roberto Cañas. Le même jour, le Représentant du Secrétaire général a convenu avec le chef de la délégation du Gouvernement et avec le chef de la délégation du FMLN, Shafik Handal, de commencer immédiatement une période de préparation et de réflexion ainsi que de consultations du Représentant du Secrétaire général afin de jeter les bases de réunions directes. Le Secrétaire général est intervenu à la demande des présidents des Etats d'Amérique centrale et dans le cadre du mandat de bons offices que le Conseil de sécurité lui a conféré par sa résolution 637 (1989). Le Secrétaire général a accepté d'accomplir cette tâche à la demande du Gouvernement et du FMLN et eu égard aux assurances données par les parties qu'elles participeraient à la négociation de bonne foi et avec le désir sincère d'aboutir à la paix.

10. Le format, le mécanisme, le rythme et le calendrier du processus de négociation ont été définis lors d'une réunion tenue le 21 mai 1990 à Caracas entre les deux parties et le Représentant du Secrétaire général.

11. La deuxième phase des négociations sous les auspices de l'Organisation a eu lieu du 19 au 25 juin 1990 à Oaxtepec (Mexique) selon les modalités fixées dans l'Accord de Genève du 4 avril. D'après un communiqué publié par l'Organisation, les parties ont discuté en détail et en profondeur les questions relatives aux deux premiers points de l'ordre du jour, à savoir les forces armées et les droits de l'homme. Le Gouvernement aurait proposé une restructuration de l'armée, alors que le FMLN aurait proposé son épuration, la réduction des effectifs militaires et la pleine soumission de l'armée au pouvoir civil 7/. Le FMLN aurait également insisté sur l'abolition des groupes paramilitaires, des forces de défense civile et des "escadrons de la mort", sur la création d'un seul corps de police sous commandement civil et sur l'application de sanctions contre les militaires compromis dans les violations des droits de l'homme et plus spécialement dans les affaires les plus graves telles que l'assassinat de Mgr Romero, l'assassinat des prêtres jésuites de l'Université d'Amérique centrale et l'attentat contre le siège de FENASTRAS, ainsi que dans les affaires de corruption 8/.

12. D'après un télégramme de l'Associated Press du 26 juin 1990, les deux parties étaient d'accord pour constituer une commission chargée de vérifier la situation des droits de l'homme dans le pays. Cependant, il y avait une divergence essentielle : pour le Gouvernement, il devait s'agir d'une organisation gouvernementale supervisée et conseillée par les Nations Unies alors que, pour le FMLN, il devait s'agir d'une commission des Nations Unies. Cette divergence a été résolue au cours de la troisième phase des négociations, qui a eu lieu à San José (Costa Rica) du 20 au 26 juillet 1990, par l'adoption du premier accord de fond entre les parties : l'Accord sur les droits de l'homme, qui sera analysé dans le chapitre VI du présent rapport.

13. La quatrième phase des négociations a eu lieu à San José (Costa Rica) du 17 au 22 août 1990 et aurait été consacrée au premier point de l'ordre du jour établi à Caracas le 21 mai : la question des forces armées. La complexité des affaires incluses dans ce point de l'ordre du jour n'aurait pas permis d'aboutir à d'autres accords que la décision de se réunir à nouveau pour reprendre l'examen de la question.

14. Enfin, la cinquième phase des négociations a eu lieu à San José (Costa Rica) et a pris fin le 18 septembre 1990. La question militaire aurait été traitée à nouveau sans qu'un accord de fond ait pu être réalisé.

15. Il convient cependant de souligner qu'un accord électoral entre tous les partis politiques, y compris les trois partis de la gauche, a été conclu le 19 septembre 1990 en El Salvador. Bien que cet accord soit l'oeuvre d'une commission interpartis créée à cet effet, c'est en grande partie grâce au processus de négociation en cours et à l'approbation des deux parties au conflit que sa signature a été possible.

16. Au cours de son séjour en El Salvador, le Représentant spécial a constaté une fois de plus le désir profond du peuple salvadorien de voir le dialogue conduire rapidement et une fois pour toutes à la solution négociée du conflit. Ce désir sage, le Représentant spécial le partage entièrement car il est convaincu que le respect des droits de l'homme passe inéluctablement par l'arrêt de la confrontation

entre les forces armées et le FMLN. L'aboutissement favorable et rapide des négociations en cours présente une importance capitale pour l'élimination des atteintes aux droits de l'homme en El Salvador.

17. Par ailleurs, le Représentant spécial signale que le 1er avril 1990, l'Assemblée législative n'a pas renouvelé l'état de siège qu'elle avait proclamé à l'occasion de l'offensive généralisée du FMLN de novembre 1989 2/.

18. Parmi les changements intervenus dans le Gouvernement d'El Salvador au cours des derniers mois, il faut rappeler qu'au début de juin 1990, l'Assemblée législative a nommé M. Roberto Mendoza procureur de la République 10/ et que, le 1er septembre, le colonel René Emilio Ponce, qui, jusqu'alors, occupait le poste de chef d'état-major des forces armées, a été nommé ministre de la défense 11/.

### III. DROITS ECONOMIQUES, SOCIAUX ET CULTURELS

19. D'après des renseignements de sources diverses que le Représentant spécial a reçus au sujet de la situation économique du pays et que, faute de place, il ne rapporte pas en détail, les facteurs déterminants d'une aggravation progressive et préoccupante des conditions de vie de l'immense majorité des citoyens salvadoriens ont persisté au cours des mois écoulés de l'année 1990 parmi ces facteurs, la continuation du conflit armé joue un rôle de premier plan. D'après des sources autorisées indépendantes, la hausse des prix à la consommation aurait atteint 25 % l'an dernier sans qu'il y ait eu une hausse correspondante du niveau des salaires.

20. Le Représentant spécial a continué de recevoir de sources diverses de nombreuses informations sur le harcèlement des mouvements syndicaux et des coopératives. Parfois, ce harcèlement aurait pris la forme de détentions pour une durée supérieure à celle qu'autorise la constitution, de sévices et même d'exécutions sommaires et de disparitions, faits qui seront mentionnés dans le présent rapport à l'endroit voulu.

21. Ainsi, 21 membres de la Confédération de la réforme agraire salvadorienne (CONFRAS) auraient été détenus par les autorités sous l'accusation de destruction de l'environnement; on signale également qu'un dirigeant de l'"Alliance démocratique paysanne" a disparu le 27 mars 12/.

22. Le Représentant spécial a été informé qu'à la fin du mois d'avril 1990, les forces armées auraient harcelé de nombreuses familles de localités réinstallées dans le nord et l'est du pays pour qu'elles abandonnent à nouveau les terres 13/. Au cours d'entrevues qui ont lieu en El Salvador avec diverses organisations de ces localités, le Représentant spécial a entendu de nouveau l'allégation de harcèlement continué de la part du Gouvernement; on se plaignait en particulier de l'absence de pièces d'identité - qui empêche les habitants de se déplacer et de s'inscrire sur les listes électorales - et des obstacles mis par les forces armées à la réception de l'aide alimentaire et sanitaire. Le Représentant spécial a transmis ces plaintes aux autorités compétentes du Ministère de l'intérieur, qui ont répondu que l'absence de pièces d'identité était due au fait que, dans les zones en question, les mairies avaient été incendiées par le FMLN, ce qui avait provoqué la destruction des registres d'état civil; de plus, ont ajouté ces autorités, le

Gouvernement a entamé les formalités nécessaires pour fournir à ces personnes les pièces pertinentes, soit en appliquant la loi, soit en préparant sa modification si cela se révèle nécessaire. Les autorités du Ministère de l'intérieur ont aussi dit que, le 15 mai 1990, le FMLN avait volé des secours alimentaires que la Commission nationale d'assistance à la population déplacée (CONADES), organisation gouvernementale, envoyait à des populations réinstallées, et avait séquestré 26 promoteurs qui ont été libérés par la suite. Enfin, le Représentant spécial a été informé de la création par le Gouvernement d'un Bureau d'assistance aux rapatriés.

23. Le Représentant spécial a continué d'être informé d'actes de harcèlement commis par les autorités contre des religieux et des organisations religieuses; l'évêque auxiliaire d'El Salvador s'est plaint de ces actes dans son homélie du 28 janvier 1990 14/. Le Représentant spécial a aussi reçu des informations selon lesquelles des prêtres et des religieux avaient été victimes d'autres actes de harcèlement. C'est ainsi que, le 20 mai, l'évêque auxiliaire de San Salvador a dénoncé la séquestration d'un prêtre italien et d'un travailleur laïque par des forces paramilitaires; les deux personnes ont été libérées le lendemain de leur arrestation après avoir subi un interrogatoire 15/. On indique également que, le 2 juin, des inconnus ont attaqué les locaux d'une communauté religieuse féminine 16/. L'Eglise luthérienne se plaint aussi de l'irruption de forces armées dans ses locaux, de menaces dirigées contre son évêque et de détention de ses membres 17/.

24. Quant aux activités des mouvements syndicaux, les forces armées d'El Salvador soutiennent 18/ qu'elles se sont intensifiées à partir de janvier 1990 pour des raisons politiques; en effet, ces mouvements exigent des prestations sociales et des hausses de salaire que le Gouvernement et les entreprises privées ne sont pas en état d'accorder; leur objectif serait la déstabilisation politique au profit du FMLN. Quoi qu'il en soit, le Représentant spécial rappelle que l'action gouvernementale doit être soumise aux dispositions constitutionnelles et légales et respecter scrupuleusement les droits de l'homme.

25. Dans la nuit du 3 juillet, les locaux du Mouvement populaire social chrétien, l'un des partis qui forment la coalition de gauche "Convergencia Democrática", auraient été attaqués par un groupe de personnes armées habillées en civil 19/.

26. Le 21 avril 1990, le professeur Randrejo Tejeda, de l'Université d'El Salvador, est mort des suites de blessures provoquées par l'explosion d'une bombe placée dans son automobile. Le porte-parole de l'Université a déclaré que l'attentat faisait partie de la guerre psychologique déchaînée contre l'institution par les militaires et l'extrême droite 20/.

27. En ce qui concerne la réforme agraire, le Représentant spécial a appris qu'en mai 1990, des porte-parole de l'Union paysanne salvadorienne avaient dénoncé une menace d'éviction dirigée contre 23 familles d'une coopérative de Ahuachapan; il convient de faire remarquer en tout cas que l'éviction aurait été décrétée par la police 21/. Le Représentant spécial a appris que l'éviction avait eu lieu pendant le mois d'août 22/. A San Salvador, les représentants d'organisations paysannes ont déclaré au Représentant spécial qu'il y aurait, chez les autorités, le désir de faire obstacle à la réforme agraire au moyen d'évictions, de morcellements et de

refus de crédit aux organisations les moins dociles. D'après la documentation présentée au Représentant spécial par la Société nationale de financement des terres agricoles (FINATA), 16 113 titres ont été remis en vertu du décret No 207 entre juin 1989 et septembre 1990. Dans la même documentation, il est en tout cas reconnu que les expulsions ont eu lieu entre les dates indiquées; les expulsions seraient dues à des causes étrangères à la FINATA, à savoir : la réticence de l'ancien propriétaire à se conformer à la loi, la situation hautement conflictuelle qui règne dans certaines régions, les menaces des anciens propriétaires à l'encontre des paysans, les cessions à des tiers, etc. La FINATA mettrait au point une série de mesures pour éviter les expulsions.

28. Dans les rapports qu'il rédige depuis 1981, le Représentant spécial a fait état d'attaques persistantes et systématiques des organisations de guérilla du FMLN contre l'infrastructure économique du pays; à son avis, ces attaques ont gravement compromis la jouissance présente et future d'importants droits économiques, sociaux et culturels dans les villes d'El Salvador. En ce qui concerne les mois écoulés de l'année 1990, il convient de rappeler que, le 13 mars, le FMLN a décrété une suspension partielle de certaines mesures, notamment des actes de sabotage contre les véhicules de transport public, les établissements commerciaux et les lignes téléphoniques. Depuis cette date, on n'a signalé dans le pays, à la connaissance du Représentant spécial, aucune attaque de guérilla contre les transports publics et les établissements commerciaux; certaines allégations en sens contraire n'ont pas été confirmées.

29. Les organisations du FMLN ont bien entendu poursuivi leurs actes de sabotage contre l'infrastructure électrique du pays. Ainsi, d'après la presse locale 23/, des commandos du FMLN ont dynamité, le 2 juillet, un poteau électrique dans la rue San Antonio Abad de la capitale. D'autre part, d'après les informations reçues de la Commission exécutive hydroélectrique du Río Lempa, le FMLN a attaqué une sous-station près de la ville de San Miguel, provoquant des dommages s'élevant à 9 500 000 colones. On a également signalé l'explosion d'un engin contre un pylône électrique situé dans le quartier des chemins de fer de la capitale, explosion qui a fait un mort et plusieurs blessés 24/. En outre, dans la nuit du 30 juillet, le FMLN a détruit huit pylônes électriques, réduisant de 30 % la consommation d'énergie dans le pays 25/. Les 13 et 14 août, le FMLN a mené une importante opération de sabotage contre le système électrique du pays, détruisant de nombreux pylônes électriques et provoquant une perte d'énergie électrique de 45 % 26/.

#### IV. DROITS CIVILS ET POLITIQUES

##### A. Exécutions sommaires

30. Au cours des mois écoulés de l'année 1990, le Représentant spécial a continué de recevoir de nombreux renseignements de sources multiples sur les exécutions sommaires - les assassinats - perpétrés contre des non-combattants pour des motifs politiques et, comme dans les rapports précédents, il tient à signaler la difficulté qu'il a eue à déterminer avec précision le nombre de ces crimes. Cela est dû aux difficultés de l'enquête et au fait que les chiffres diffèrent selon les sources. Il faut donc faire preuve de beaucoup de prudence et de circonspection dans l'appréciation globale des faits de cette nature.



31. On trouvera ci-après, dans un tableau comparable à celui de l'année dernière, les chiffres communiqués par Tutela Legal de l'archevêché 27/ et la Commission (gouvernementale) des droits de l'homme concernant les exécutions sommaires imputées à des membres de l'armée, des forces de sécurité et de la défense civile :

Exécutions sommaires pour motifs politiques perpétrées contre des non-combattants et imputées à des membres de l'armée, des forces de sécurité et de la défense civile

	<u>Source : Tutela Legal</u>		<u>Source : Commission (gouvernementale) des droits de l'homme</u>	
	<u>1989</u>	<u>1990</u>	<u>1989</u>	<u>1990</u>
Janvier	7	1	8	6
Février	13	7	6	2
Mars	17	6	24	7
Avril	2	4	5	2
Mai	0	7	4	4
Juin	1	9	6	7
Juillet	5	8	8	10
Août	6	0+	7	4
Septembre	1			

32. Le Représentant spécial a également reçu des précisions concernant certaines exécutions sommaires qui sont, sans aucun doute, incluses dans les chiffres précités. Le Représentant spécial tient à rapporter certains de ces faits, étant bien entendu qu'il s'agit d'un choix et nullement d'une énumération exhaustive.

33. Ainsi, le 2 février 1990, des soldats du bataillon Atlacatl auraient capturé, dans la localité de San José Cortez, département de San Salvador, un certain Julián Rosales López, âgé de 42 ans, charpentier. Le 8 février, les proches de M. López ont fait savoir que celui-ci était mort en prison. On apprend également que, d'après l'autopsie, il est mort des suites de tortures intenses 28/.

34. Le 6 février, des agents de la police du fisc auraient capturé, torturé et assassiné trois femmes dans la localité de Santa Marta 29/.

35. Le 10 mars, l'évêque auxiliaire de San Salvador a dénoncé le viol d'une fille de 18 ans et l'assassinat de son père par des membres d'une unité de la défense civile. Les faits se seraient passés dans la colonie Florencia de Cuscatancingo 30/.

36. Le 20 mars 1990, un syndicaliste aurait été assassiné par des personnes habillées en civil qui se sont identifiées comme étant des membres des forces armées 31/.

37. Le 22 juin 1990, des membres des forces armées auraient tué, dans la propriété Pasarena, département de San Salvador, deux paysans, dont un membre de Cordecom (Association de communautés de coopération et de sécurité). D'après la source d'information 32/, l'armée aurait expliqué qu'il s'agissait de deux éléments subversifs morts au combat.

38. Un témoin a rapporté au Représentant spécial que, le 23 juillet 1990, des soldats en uniforme avaient abattu un de ses fils, âgé de 22 ans, retardé mental; les faits se sont passés dans la circonscription d'Apopa, département de San Salvador.

39. Un témoin interrogé par le Représentant spécial a rapporté que, le 1er septembre 1990, des membres de l'armée avaient capturé son fils, âgé de 16 ans, combattant du FMLN; le corps du fils a été trouvé le lendemain, portant des marques indéniables de torture.

40. Un autre témoin a déclaré au Représentant spécial que, le 13 septembre 1990, des membres de la défense civile avaient tiré sur un membre de sa famille alors qu'il se disposait à rentrer chez lui; il est mort le lendemain des suites de ses blessures.

41. Bien qu'il ne s'agisse pas d'une exécution sommaire, le Représentant spécial tient à rapporter que, d'après le témoignage d'une femme, trois membres de l'armée ont, le 8 juillet 1990, pénétré dans sa maison où, après avoir battu et ligoté son mari, ils l'ont violée à plusieurs reprises en présence de sa fille de 9 ans; les soldats ont menacé de la tuer si elle rapportait les faits.

42. Le Représentant spécial a continué de recevoir de nombreuses informations sur des exécutions sommaires à caractère politique imputables aux "escadrons de la mort". Selon les sources de ces informations, ces escadrons auraient partie liée avec les forces armées et les services de sécurité, ou seraient tolérés ou protégés par eux, affirmation qui, en principe, paraît vraisemblable. Le Représentant spécial tient cependant à signaler que les circonstances dans lesquelles opèrent ces escadrons ne contribuent pas à faciliter l'enquête sur les faits concrets qu'on leur impute. On ne peut pas, en effet, rejeter l'hypothèse que des délits de droit commun sont commis dans le cadre des activités des "escadrons de la mort". En tout état de cause, Tutela Legal attribue aux "escadrons de la mort" les exécutions sommaires ci-après pour les mois écoulés de 1990. Pour permettre une comparaison, on donne également les chiffres correspondants pour la même période de 1989 :

Exécutions sommaires pour motifs politiques imputables aux  
"escadrons de la mort"

(Source : Tutela Legal)

	<u>1989</u>	<u>1990</u>
Janvier	2	9
Février	4	4
Mars	3	8
Avril	2	8
Mai	4	3
Juin	0	5
Juillet	0	8
Août	2	14
Septembre	2	

43. En ce qui concerne les exécutions sommaires imputables à des membres de la défense civile, le Représentant spécial tient à se faire écho des préoccupations dont la Commission (gouvernementale) des droits de l'homme d'El Salvador a fait part en juillet 1990 à l'état-major des forces armées. La Commission a dit : "Avec une fréquence vraiment alarmante, des membres de la défense civile des diverses régions ont été impliqués dans des affaires graves de meurtre, de vol, d'agression, de viol et d'abus d'autorité, ce qui met la population dans un état permanent de peur et d'insécurité. Cela étant, la Commission ... a jugé nécessaire d'informer d'urgence lesdites autorités de cette situation, qui soulève des protestations générales" 33/. L'état-major des forces armées a reconnu devant le Représentant spécial l'existence d'abus de la part d'éléments de la défense civile, abus auxquels il se propose de mettre fin.

44. Certains membres de mouvements syndicaux et paysans ont montré avec beaucoup d'inquiétude au Représentant spécial des feuilles polycopiées dans lesquelles apparaissaient leurs noms et leur prétendue qualité de sympathisants du FMLN. Ces feuilles auraient été largement diffusées et, au dire des intéressés, elles faisaient partie d'une guerre psychologique destinée à intimider et à terroriser; elles étaient considérées comme constituant des menaces de mort et autres graves violations des droits de l'homme.

45. Etant entendu une fois de plus qu'il faut faire preuve de prudence compte tenu des moyens d'information disponibles, il ressort des faits dont le Représentant spécial a eu connaissance que, pendant les mois écoulés de l'année 1990, les exécutions sommaires pratiquées par des éléments de l'appareil d'Etat et en particulier par des membres des forces armées ont continué, encore qu'il faille ajouter une précision importante, à savoir que le nombre de ces violations des droits de l'homme est inférieur à celui de l'an dernier. Tel est aussi l'avis de sources indépendantes tout à fait dignes de foi. Le Représentant spécial souligne en tout cas l'existence d'un climat de menace à l'égard de certains secteurs de la population - les membres de mouvements syndicaux et paysans - qui se disent exposés aux pires représailles.

46. En ce qui concerne les exécutions sommaires imputables aux organisations de guérilla, le Représentant spécial a également reçu de nombreuses informations. Ainsi, selon Tutela Legal et la Commission (gouvernementale) des droits de l'homme, les chiffres sont les suivants :

Exécutions sommaires imputables aux organisations de guérilla

	<u>Source : Tutela Legal</u>		<u>Source : Commission (gouvernementale) des droits de l'homme</u>	
	1989	1990	1989	1990
Janvier	8	0	33	13
Février	3	1	18	2
Mars	2	0	21	7
Avril	4	2	28	5
Mai	4	3	36	6
Juin	5	2	21	4

/...

Source : Tutela Legal

Source : Commission  
(gouvernementale)  
des droits de l'homme

	1989	1990	1989	1990
Juillet	1	4	10	6
Août	3	0+	6	6
Septembre	0		-	-

47. Le Représentant spécial a obtenu en outre des renseignements précis sur des exécutions sommaires, équivalant à des assassinats, imputables aux organisations de guérilla; il tient à les rapporter à titre indicatif dans les paragraphes qui suivent, étant entendu que leur énumération n'est pas exhaustive.

48. D'après la presse locale salvadorienne 34/, des membres du FMLN auraient, en mai 1990, torturé cruellement puis assassiné un ancien soldat. José Angel Sánchez, près de la localité d'Ilobasco.

49. D'après un communiqué de l'état-major conjoint des forces armées, des membres du FMLN auraient, le 13 mai 1990, assassiné dans le canton de Palacios, circonscription d'Ilobasco, le jeune José Angel Lemis Sánchez, qui venait d'accomplir son service militaire dans les forces armées 35/.

50. D'après des témoins entendus par le Représentant spécial, des membres du FMLN ont, dans la localité de Tomacatepeque, département de San Salvador, enlevé et assassiné comme informateur présumé des forces armées le paysan José Villacorta Ramos. Les faits se seraient passés le 30 mai 1990.

51. Le 7 juin 1990, d'après des témoins entendus par le Représentant spécial à San Salvador, des membres du FMLN ont assassiné deux frères, Pedro Enrique Medina Alvarado et Sebas Raúl Medina Alvarado, dans un canton du département de Santa Ana.

52. La presse locale 36/ publie également des informations des forces armées selon lesquelles une femme, Marta Flores Beltrán, et la mineure María Elena Romero ont été assassinées à coups de feu, en juin, par un commando du FMLN, dans le canton Mejicanos, au nord de San Salvador.

53. En outre, la Commission (gouvernementale) des droits de l'homme d'El Salvador a dénoncé devant le Représentant spécial l'assassinat, le 9 juillet 1990, du major Carlos Figueroa Morales, chef du Département juridique de l'état-major des forces armées; l'action a été revendiquée par le commando "Modesto Ramírez" du FMLN.

54. Le 17 juillet 1990, des commandos du FMLN ont assassiné le capitaine des forces armées Ramón Aristides Reyes alors qu'il conduisait sa voiture dans la localité de Santa Tecla. L'action a été revendiquée par ces commandos le jour même de l'assassinat 37/.

55. Quelques jours plus tard, le 23 juillet 1990, le juge Adalberto Rubio a été assassiné par des éléments du FMLN alors qu'il se disposait à descendre d'un autobus interurbain; on signalait que la victime était père de deux officiers des forces armées 38/.

56. D'après la presse locale 39/, Víctor Manuel Rojas Martínez, membre de la défense civile de Los Llanos de Renderos, dans le canton Chaltepéc de Santo Tomás, a été assassiné le 30 juillet 1990; ses voisins pensaient que l'assassinat avait été perpétré par des membres du FMLN.

57. Un autre journal de San Salvador 40/ rapporte l'assassinat, le 30 juillet 1990, du paysan Máximo Irahela, habitant du canton Cuyantepeque, dans le département de Cabañas; les témoins oculaires attribuent cet acte à des membres du FMLN.

58. Le Ministère des relations extérieures d'El Salvador 41/ rapporte les deux attentats commis, dans la nuit du 27 juin 1990, contre le Président de l'Assemblée législative, Ricardo Alvarenga, qui en est sorti indemne. Les faits sont attribués à des commandos du FMLN, encore qu'un politicien de l'opposition 42/ ait mis cette imputation en doute.

59. La conclusion que le Représentant spécial tire des renseignements donnés dans les paragraphes qui précèdent est que, pendant les mois écoulés de l'année 1990, les organisations du FMLN ont également continué de pratiquer des exécutions sommaires, encore que le nombre de ces exécutions ait été inférieur à celui de l'an dernier, et qu'il n'y a pas eu d'exécutions sommaires dans les mois qui ont suivi la signature de l'Accord de San José.

60. Le Représentant spécial a aussi été informé de certaines actions de membres du FMLN qui auraient touché la population civile des villes. Ainsi, d'après des renseignements provenant du Gouvernement 43/, un commando du FMLN aurait fait exploser une voiture piégée dans la ville de Santa Tecla le 2 avril 1990. L'explosion a provoqué la mort d'un officier des forces armées et de cinq civils. On apprend également de sources gouvernementales 44/ que, le 12 juillet 1990, des membres du FMLN ont lancé un engin explosif contre un camion militaire sur un boulevard de la capitale; une femme qui passait par là a été blessée par les éclats. Le même jour, au bout de la 75e avenue nord de San Salvador, des membres du FMLN ont fait exploser un engin qui a provoqué la chute d'un lampadaire public et blessé une jeune fille. Les mêmes sources d'information signalent que, la veille, un engin placé contre le système de conduite d'électricité dans un autre endroit de la capitale a provoqué la mort d'un civil.

#### B. Arrestations, enlèvements et disparitions

61. Les organisations non gouvernementales ont signalé au Représentant spécial, à San Salvador, que le nombre des personnes détenues pour motifs politiques était resté très élevé. Plusieurs témoins ont aussi déclaré qu'ils avaient été arrêtés, encore qu'en général ils aient été libérés dans les 72 heures. Les arrestations se produisent sans aucun doute, mais le Représentant spécial précise de nouveau qu'il ne conteste pas le droit des autorités salvadoriennes d'arrêter des individus qui attentent par la violence à l'ordre constitutionnel, pourvu que l'arrestation et la procédure légale répondent aux normes constitutionnelles et internationales que la République d'El Salvador s'est engagée à respecter en matière de droits de l'homme.

62. Tutela Legal fournit les chiffres suivants :

Arrestations imputables à l'armée, aux services de sécurité et à la défense civile

	<u>Personnes arrêtées et non libérées</u>		<u>Personnes arrêtées actuellement détenues</u>		<u>Personnes arrêtées puis disparues</u>	
	1989	1990	1989	1990	1989	1990
Janvier	21	68	12	50	9	18
Février	48	65	31	54	17	11
Mars	28	38	25	29	3	9
Avril	64	38	55	23	9	15
Mai	28	34	24	18	4	16
Juin	29	34	25	30	4	4
Juillet	66	34	61	28	5	6
Août	50	1+	33	0+	17	1+
Septembre	49		39		10	

63. En ce qui concerne les disparitions forcées ou involontaires, Tutela Legal de l'archevêché donne les chiffres suivants pour les mois écoulés de 1990 et les mois correspondants de 1989 :

Disparitions forcées ou involontaires

(Source : Tutela Legal)

		<u>Personnes disparues après avoir été arrêtées par l'armée, les services de sécurité ou la défense civile</u>		<u>Personnes disparues après avoir été enlevées par la guérilla</u>		<u>Personnes disparues dans des circonstances inconnues</u>	
<u>Nombre total de personnes disparues</u>		1989	1990	1989	1990	1989	1990
Janvier		9	18	8	3	9	10
Février		17	11	4	0	5	8
Mars		3	9	4	0	5	11
Avril		9	15	8	0	10	6
Mai		4	16	0	1	1	10
Juin		4	4	0	2	6	8
Juillet		5	6	2	1	5	7
Août		17	1+	3	0+	8	0+
Septembre		10		3		6	

/...

64. Le Représentant spécial tient particulièrement à signaler un cas très grave de disparition qui s'est produit à la fin de l'an dernier mais n'a toujours pas été résolu. D'après des témoins entendus par le Représentant spécial en El Salvador, quatre paysans de la coopérative de San Cayetano ont été arrêtés par des membres des forces armées et de la défense civile le 29 décembre 1989. Depuis, on n'a rien appris à leur sujet et leurs familles les considèrent comme disparus 45/. Précédemment, d'autres membres de la même coopérative avaient déjà été arrêtés par les forces gouvernementales. Pendant les premiers mois de 1990, des membres de l'armée ont continué de harceler la coopérative de San Cayetano.

65. Des personnes ont aussi été enlevées par les organisations de la guérilla. Tutela Legal et la Commission (gouvernementale) des droits de l'homme donnent les chiffres suivants :

Personnes enlevées ou recrutées de force par la guérilla

		Source : Tutela Legal				Source : Commission (gouvernementale) des droits de l'homme			
T al (Tutela Legal)		Personnes enlevées par la guérilla		Personnes recrutées de force par la guérilla		Civils enlevés par le FMLN			
1989	1990	1989	1990	1989	1990	1989	1990		
Janvier	8	3	8	3	0	0	85	31	
Février	4	0	4	0	0	0	20	5	
Mars	4	0	4	0	0	0	30	8	
Avril	8	0	8	0	0	0	43	25	
Mai	0	1	0	1	0	0	20	3	
Juin	0	2	0	2	0	0	9	10	
Juillet	2	7	2	1	0	6	2	1	
Août	3	0+	3	0+	0	0+	14	1	
Septembre	3		3		0		-	-	

66. En ce qui concerne les recrutements forcés qui auraient été opérés par le FMLN, le Représentant spécial signale que d'après un article publié dans la presse locale 46/, des éléments de l'organisation de guérilla ont enlevé une quinzaine d'élèves, dont un certain nombre de filles, dans une école rurale de la localité de San Luis de la Reina, département de San Miguel, apparemment pour les incorporer dans le FMLN. Le Représentant spécial a été informé d'autres cas de recrutement forcé de jeunes gens. Un représentant du FMLN a démenti catégoriquement ces nouvelles et a déclaré au Représentant spécial que, depuis plusieurs années, la politique de l'organisation, qu'elle applique scrupuleusement, est de ne pas pratiquer ce genre de recrutement.

67. Le Représentant spécial tient aussi à signaler un cas d'enlèvement qui s'est produit le 29 novembre 1989 mais dont les effets continuent de se manifester. Ce jour-là, un commando du FMLN a enlevé, dans la colonie centrale Escalón de San Salvador, cinq journalistes, MM. José Antonio Ceballos Martínez, José Alfredo Melgar, Anibal Jesus Edilberto Quijada López, Oscar Herrera et Anibal Dubón Mejía. A San Salvador, le Représentant spécial a entendu le témoignage des proches des journalistes en question, qui ont dit qu'ils n'avaient pas la moindre idée de l'endroit où ils se trouvaient malgré les multiples démarches effectuées auprès du FMLN par le biais d'organisations humanitaires.

#### C. Traitement des prisonniers politiques

68. Au cours d'entrevues qui se sont tenues en El Salvador, des membres de diverses organisations et les prisonniers politiques eux-mêmes se sont plaints au Représentant spécial de ce qu'à la fin d'août 1990, une partie de ces prisonniers avaient été, pendant la nuit, transférés du pénitencier de Mariona dans d'autres pénitenciers du pays où ils vivent avec les prisonniers de droit commun. Le Représentant spécial entend bien qu'en soi, le transfert ne constitue pas une violation des droits de l'homme. Cependant, les prisonniers politiques ont allégué que le transfert nocturne se serait accompagné de menaces graves, de brutalité et de violence, circonstances que les fonctionnaires compétents ont démenties devant le Représentant spécial. Ces prisonniers ont également déclaré que la cohabitation avec les prisonniers de droit commun était une source continue de danger.

69. Le Représentant spécial a pu se rendre dans le pénitencier de Santa Ana, où il y avait quelque 80 prisonniers politiques dont la majorité étaient accusés de collaboration avec le FMLN; un petit nombre de prisonniers étaient d'anciens membres des forces armées et des services de sécurité accusés ou inculpés de délit politiques. Le Représentant spécial a constaté que les prisonniers politiques vivaient avec les prisonniers de droit commun dans des conditions d'entassement très pénibles.

70. La plupart des organisations non gouvernementales qui ont rencontré le Représentant spécial en El Salvador l'ont informé que la pratique des tortures et des sévices infligés aux prisonniers politiques au cours des interrogatoires extrajudiciaires était très répandue. Dans le pénitencier de Santa Ana, les prisonniers politiques ont remis au Représentant spécial de nombreuses dépositions signées qui révéleraient l'existence d'une telle pratique.

71. Au cours de sa visite dans le pays, le Représentant spécial a interrogé un nombre relativement élevé de prisonniers politiques ou anciens prisonniers politiques. Comme l'an dernier, les prisonniers appartenant à des organisations ont fait des déclarations analogues : interrogatoires très prolongés avec les yeux bandés sans pouvoir s'asseoir ni satisfaire ses besoins physiques, volées de coups, emploi d'un capuchon qui empêche la respiration et provoque l'évanouissement, immersion de la tête dans un bassin d'eau, secousses électriques et menaces à eux-mêmes ou à leurs proches. Les témoins n'appartenant pas à des organisations se sont seulement plaints d'interrogatoires rigoureux avec les yeux bandés.

72. Le Représentant spécial doit admettre que le nombre et la condition des témoins qu'il lui a été possible d'interroger ne lui permettent pas de fixer avec précision le pourcentage de ceux qui sont soumis à des tortures ou à des



traitements cruels, inhumains ou dégradants; la pratique existe assurément encore que, de l'avis du Représentant spécial, elle ne réponde pas à une politique bien établie; le fait d'y être ou non soumis dépend de toute une série de facteurs tels que l'intérêt des renseignements susceptibles d'être obtenus, la situation militaire du conflit, l'identité de ceux qui détiennent les prisonniers, etc.

73. D'après des renseignements de source gouvernementale 47/, des membres du FMLN auraient, le 7 mai 1990, torturé cruellement un soldat des forces armées, José Santos Monterrosa, dans la localité de Jujutla, près d'Ahuachapan. Le soldat a été recueilli en vie et transféré dans un centre d'assistance.

#### D. Justice pénale

74. Dans les rapports qu'il rédige depuis 1981, le Représentant spécial a fait part avec insistance de la préoccupation qu'il éprouve devant le mauvais fonctionnement d'ensemble de la justice pénale salvadorienne, encore qu'il n'ait pas manqué de signaler les difficultés existant à ce sujet ni l'attitude louable d'indépendance de certains organes judiciaires; cette attitude ne suffit pourtant pas pour que la situation d'ensemble du système atteigne les normes énoncées dans la Constitution en vigueur et dans les instruments internationaux qui lient la République d'El Salvador dans le domaine des droits de l'homme.

75. Il faut malgré tout souligner qu'au cours des mois écoulés de l'année 1990, les tribunaux salvadoriens ont prononcé certaines condamnations intéressantes. Ainsi, en mai 1990, un sergent des forces armées a été condamné pour la mort, en octobre 1982, du citoyen américain M. D. Kline 48/. Une autre condamnation digne d'être mentionnée est celle que le 7e Tribunal pénal a prononcée le 8 mars 1990 contre 26 personnes appartenant à un groupe paramilitaire ayant participé au "massacre de San Agustín", perpétré le 4 mars 1982, au cours duquel 10 enfants et 13 adultes ont péri 49/. Le Représentant spécial signale d'autre part que, dans le pénitencier de Santa Ana, il s'est entretenu avec des prisonniers politiques qui avaient appartenu aux forces armées ou aux services de sécurité; l'un d'eux était un ancien officier de l'armée qui était inculpé d'enlèvement; un autre était un ancien membre de la garde nationale condamné pour homicide; un autre était un ancien sergent de l'armée également inculpé d'homicide; un autre encore était un ancien officier de l'armée condamné en mai 1988 pour violation des droits de l'homme. En outre, dans le rapport soumis par la Cour suprême 50/, il est fait mention de plus de 70 jugements rendus contre des personnes appartenant aux forces armées et aux services de sécurité. La prétendue impunité des membres de l'armée et des services de sécurité n'est donc pas absolue.

76. Tout en signalant comme il convient l'intérêt des renseignements rapportés dans le paragraphe qui précède - encore que le délai qui s'est écoulé entre les actes commis et les condamnations prononcées puisse paraître trop long -, le Représentant spécial constate qu'il n'y a pas eu progrès dans les procédures instruites dans beaucoup d'autres cas de violations graves des droits de l'homme. On ne constate en effet aucun progrès sensible dans la procédure instruite à la suite de l'assassinat de Mgr Romero en mars 1980 51/. Quant au procès relatif à l'assassinat d'Herbert Amaya, commis le 26 octobre 1987, le juge Primero du Tribunal pénal de San Salvador a ordonné provisoirement un non-lieu en faveur de Jorge Alberto Miranda Arévalo, détenu depuis le 23 décembre 1987 52/. M. Miranda est toujours détenu pour acte de terrorisme 53/. Le Procureur général de la

République a fait savoir au Représentant spécial que le parquet avait fait appel contre l'ordonnance de non-lieu.

77. Au sujet de la procédure concernant l'exécution massive de paysans à San Sebastián le 21 septembre 1988, selon le Procureur général, un officier supérieur de l'armée serait impliqué dans l'affaire et il comparaitra prochainement devant un jury; les autres inculpés ont bénéficié d'un non-lieu provisoire qui a fait l'objet d'un recours du Procureur mais qui a été confirmé par l'instance supérieure.

78. Le Représentant spécial a appris également que les poursuites engagées à la suite du massacre de membres du mouvement syndical FENASTRAS à la fin d'octobre 1989 en est toujours au stade de l'enquête.

79. Dans son rapport précédent à la Commission des droits de l'homme 54/, le Représentant spécial avait fait savoir que les militaires accusés de la mort du père Ignacio Ellacuría et d'autres personnes avaient été traduits devant la quatrième juridiction pénale de San Salvador et avait exprimé l'espoir que le procès se déroulerait normalement et que le tribunal rendrait un jugement équitable et exemplaire. Malheureusement les informations obtenues par la suite n'indiquent pas qu'il en a été ainsi. En effet, selon des renseignements rendus publics 55/, le registre d'entrées et sorties de l'Ecole militaire d'El Salvador, considéré comme une preuve importante, aurait brûlé, ce qu'admet le fonctionnaire responsable du registre en question. L'avocat de cette personne aurait expliqué que le document n'avait aucune importance et que sa destruction relevait d'une procédure courante. L'archiviste de l'Ecole a déclaré toutefois que l'habitude n'était pas de détruire les registres. Durant son séjour à El Salvador, le Représentant spécial n'a pas eu le temps d'examiner en détail la procédure suivie dans le cas de la mort du père Ellacuría et d'autres personnes mais tient à faire savoir que trois rapports rigoureux et détaillés ont été établis en ce qui concerne cette affaire. Le premier est le rapport provisoire sur El Salvador de la Commission spéciale du Président de la Chambre des représentants ou "Rapport Moakley" du 30 avril 1990 qui donne sérieusement à penser que des officiers de rang élevé auraient été impliqués dans l'affaire. Le deuxième rapport, celui du Lawyers Committee for Human Rights sur l'enquête concernant l'assassinat des pères jésuites à El Salvador le 27 juillet 1990, laisse planer le même soupçon et fait état de façon convaincante de la destruction de preuves importantes (destruction par le feu du registre de l'Ecole militaire) et d'autres obstacles graves au déroulement de la procédure dont le juge chargé d'instruire l'affaire ne peut être tenu pour responsable. Le troisième rapport, en date du 2 octobre 1990, toujours du Lawyers Committee comporte une analyse à jour de la procédure qui confirme le manque de coopération des forces armées. Les choses étant ce qu'elles sont, le Représentant spécial, tout en indiquant que le juge agit avec diligence et un esprit professionnel, ne peut manquer d'exprimer son inquiétude quant au manque de progrès dans une affaire qui ainsi qu'il l'a dit dans son rapport de 1989 à la Commission des droits de l'homme 56/ permettra de juger de la crédibilité des tentatives de réformes judiciaires dans le pays.

80. Dans son rapport antérieur à la Commission des droits de l'homme 57/, le Représentant spécial a rendu compte de la mort de deux techniciens de la télévision

tués par des militaires à l'occasion d'un échange de tirs le jour des élections présidentielles. Il a appris que le soldat accusé de l'une de ces morts a été acquitté par un jury d'honneur 58/.

81. Le 8 mai 1990, la huitième juridiction pénale a confirmé l'ordonnance de non-lieu définitif concernant des militaires et civils dans des affaires d'enlèvement. L'instruction se poursuit toutefois en ce qui concerne d'autres militaires civils 59/.

82. Compte tenu de ce qui précède, le Représentant spécial conclut que dans l'ensemble, et bien que la prétendue impunité des membres des forces armées ne soit pas absolue, le fonctionnement de la justice pénale salvadorienne demeure tout à fait insatisfaisant non seulement en raison de la lenteur des progrès dans les affaires les plus importantes, mais également parce qu'il ne semble pas que des jugements aient été rendus dans de très nombreux autres cas de violations graves des droits de l'homme qu'il a signalés dans les rapports qu'il établit depuis 1981. Il y a lieu toutefois de noter que les failles et les déficiences apparaissent beaucoup plus au stade de l'enquête sur les faits qu'au stade de l'instruction proprement dite et du jugement. Les magistrats doivent juger sur la base des faits établis lors de l'enquête, laquelle, de notoriété publique, manque de sérieux. Par ailleurs, à l'heure actuelle, ce n'est pas le pouvoir judiciaire qui est chargé de l'enquête mais la Commission d'enquête des délits qui dépend du pouvoir exécutif. Dans ce contexte, le Représentant spécial ne peut que s'associer au désir de la Cour suprême d'El Salvador de voir confier les enquêtes sur les crimes et les délits à un service de police judiciaire dépendant du pouvoir juridictionnel.

#### V. RESPECT DU DROIT INTERNATIONAL HUMANITAIRE DANS LE CONFLIT ARME

83. D'après les renseignements communiqués par Tutela Legal 60/, le nombre des personnes tuées par l'armée au cours d'opérations militaires, sans que l'on puisse distinguer entre population civile et combattants de la guérilla s'établit comme suit :

#### Personnes tuées par l'armée au cours d'opérations militaires sans que l'on puisse distinguer entre population civile et combattants de la guérilla

(Source : Tutela Legal)

	<u>1989</u>	<u>1990</u>
Janvier	82	134
Février	87	84
Mars	76	75
Avril	129	37
Mai	157	54
Juin	76	69
Juillet	83	50
Août	78	15+
Septembre	52	

84. La même source attribue à l'armée les décès des civils ci-après victimes d'engins explosifs :

Décès de civils victimes d'engins explosifs posés par l'armée

(Source : Tutela Legal)

	<u>1989</u>	<u>1990</u>
Janvier	2	0
Février	0	0
Mars	0	0
Avril	0	0
Mai	0	0
Juin	3	0
Juillet	0	0
Août	1	0+
Septembre	0	

85. Le Représentant spécial a reçu aussi des informations précises de diverses sources sur des attaques des forces armées salvadoriennes qui auraient causé des victimes parmi la population civile et provoqué des dégâts matériels. Ainsi, le 11 février 1990, l'armée de l'air aurait bombardé et mitraillé la localité de Corral de Piedra, département de Chalatenango, causant la mort de cinq civils et en blessant 16 autres 61/. A San Salvador, le Représentant spécial a eu l'occasion d'entendre les témoignages de parents des victimes qui ont confirmé cette version. L'état-major de l'armée de l'air à qui on a fait part de ces allégations a déclaré au Représentant spécial que si des affrontements avaient eu lieu à Corral de Piedra, c'était la faute du FMNL et que le Haut Commandement avait reconnu son erreur et offert une indemnisation. Du 3 au 11 avril, l'armée aurait détruit la paroisse et les maisons de paysans de certaines localités du département de Chalatenango 62/. Le 16 mai, l'armée aurait attaqué au mortier la communauté repeuplée de Santa Marta, département de Cabañas, blessant deux jeunes gens et détruisant deux maisons 63/. Le 25 du même mois, l'armée a occupé diverses localités repeuplées du département de Chalatenango, détruisant les récoltes et le bétail, mais sans provoquer de victimes parmi la population civile 64/. Les 8, 9 et 11 juin, au cours d'opérations militaires dans d'autres localités repeuplées, l'armée a arrêté diverses personnes 65/. Le 28 juillet, les forces armées ont attaqué la communauté "Ignacio Ellacuría" sans causer de victimes parmi la population civile 66/. Un communiqué ultérieur du Comité de solidarité avec le peuple salvadorien 67/ a fait état d'autres attaques de l'armée contre diverses communes des départements de Chalatenango, Usulután, Morazán, Custatlán et Cabañas; certaines de ces attaques se seraient soldées par des récoltes incendiées et d'autres dégâts; dans l'attaque contre Tocoatique, département de Morazán, le 25 juillet, deux civils auraient été tués par l'armée. Selon d'autres informations 68/, deux enfants ont été tués à Los Prados, département de Chalatenango, par des grenades lancées par l'armée contre une habitation; des témoins visuels ont confirmé ces faits en présence du Représentant spécial.

86. D'après les renseignements qui précèdent et les récits de plusieurs témoins, le Représentant spécial conclut que les conditions de vie de la population civile dans les zones de combat continuent à être extrêmement dures et pénibles. Il constate également qu'au cours des combats avec le FMLN, les forces régulières font

/...

des morts et des blessés parmi la population civile, encore qu'il s'agisse là d'accidents et non d'opérations aveugles et généralisées; il est difficile de déterminer avec exactitude le nombre de civils tués dans ces conditions, mais il est en tout cas inférieur à celui de l'année passée et à celui des exécutions sommaires loin des zones de combat. C'est également l'opinion de sources indépendantes et absolument fiables. Les forces armées causent également des dommages aux biens publics et privés, ainsi qu'aux cultures, bien qu'il soit bien difficile après des combats acharnés de savoir lequel des deux belligérants, l'armée ou le FMLN, est responsable des dégâts.

87. Le 10 septembre 1990, une jeune doctoresse espagnole, Begoña García Arandigoyen, qui, à ce qu'il paraît, soignait les combattants du FMLN, est morte à La Montañita, département de Santa Ana, sous le feu de l'armée. Le FMLN soutient qu'elle a été capturée vivante et exécutée peu après; l'armée, de son côté, affirme au contraire que la ressortissante espagnole a péri au cours d'un engagement non rapproché 69/. Le Représentant spécial a eu la possibilité d'examiner le rapport d'autopsie fait en Espagne 70/, qui indique que Begoña García a été atteinte par divers coups de feu : l'un dans la région temporo-malaire, un autre dans la nuque, à bout portant paraît-il, et d'autres dans le bas du cou, au haut des coudes et à la cuisse gauche. L'état-major de l'armée a assuré au Représentant spécial que la ressortissante espagnole faisait partie des combattants comme le montraient des traces de paraffine aux doigts, qui indiquaient qu'elle maniait des armes; même s'il en est ainsi, la balle dans la nuque peut donner à penser qu'elle a été tuée une fois capturée. A San Salvador, l'état-major a montré au Représentant spécial des pages écrites trouvées dans les vêtements de la jeune Espagnole, dans lesquelles celle-ci, en termes émouvants et éloquents, décrit la déception profonde qui l'a saisie depuis son entrée dans les rangs du FMLN et fait part de son désir très vif de rentrer chez elle. Le Représentant spécial ne peut que se déclarer préoccupé par cette mort et rappeler l'obligation de respecter la vie et l'intégrité physique du personnel médical et des combattants faits prisonniers qu'impose le droit international humanitaire.

88. S'agissant des victimes civiles des opérations militaires de la guérilla, le Bureau de Tutela Legal de l'archevêché et la Commission (gouvernementale) des droits de l'homme communiquent les chiffres suivants concernant les personnes tuées par des engins explosifs posés par la guérilla :

Civils tués par des engins explosifs posés par la guérilla

	<u>Source : Tutela Legal</u>		<u>Source : Commission (gouvernementale) des droits de l'homme</u>	
	<u>1989</u>	<u>1990</u>	<u>1989</u>	<u>1990</u>
Janvier	2	0	9	6
Février	4	0	5	1
Mars	0	0	11	2
Avril	1	0	14	2
Mai	17	1	22	7
Juin	0	1	5	3
Juillet	0	1	0	3
Août	0	0+	0	3
Septembre	0		0	

/...

89. Pour sa part, Tutela Legal donne les chiffres suivants pour les civils tués par des engins explosifs, sans que l'on ait pu déterminer quels étaient les responsables de leur pose :

Civils tués par des engins explosifs sans qu'il soit possible  
 de déterminer par qui ils ont été posés

(Source : Tutela Legal)

	1989	1990
Janvier	2	4
Février	2	0
Mars	0	0
Avril	4	2
Mai	1	0
Juin	0	3
Juillet	2	1
Août	0	1+
Septembre	1	

90. S'agissant des civils blessés par des engins explosifs posés par des éléments du FMLN, la Commission (gouvernementale) des droits de l'homme d'El Salvador donne les chiffres suivants :

Janvier	14
Février	17
Mars	22
Avril	16
Mai	11
Juin	25
Juillet	11
Août	22

91. Les attaques de la guérilla ont produit d'autres victimes parmi la population civile. Ainsi, lors de l'attaque du FMLN contre des éléments de CETIPOL, à Santa Tecla en avril 1990, un civil a été tué, ce que reconnaît et déplore la guérilla dans un communiqué public du 4 avril 1990. Par ailleurs, selon des informations communiquées par la Commission (gouvernementale) des droits de l'homme d'El Salvador, le 23 août 1990, le FMLN a attaqué un véhicule militaire qui transportait des blessés, provoquant deux morts et divers blessés graves. Selon la presse locale 71%, des forces du FMLN ont attaqué le 20 août le centre de transmission de l'armée près du palais présidentiel causant la mort d'un enfant, Juan Antonio Pérez Sánchez, blessant quatre civils et endommageant les biens de particuliers. Dans un communiqué de presse du 21 août 1990, le FMLN, tout en niant être responsable de la mort de l'enfant, reconnaît avoir blessé quatre personnes à la suite, comme il le déclare lui-même, d'une grave erreur dans le déroulement des opérations. Il semble, en effet, que l'enfant ne soit pas mort 72%.

/...

VI. EFFORTS DEPLOYES POUR AMELIORER LE RESPECT DES  
DROITS DE L'HOMME ET RESULTATS OBTENUS

92. Le Représentant spécial rappelle tout d'abord que, dans le cadre des négociations actuelles entre le Gouvernement d'El Salvador et le FMLN, un accord sur les droits de l'homme a été signé à San José (Costa Rica) le 26 juillet 1990. Le préambule dudit accord, qui est d'ordre politique, rappelle que le système juridique salvadorien reconnaît les droits de l'homme et le devoir de l'Etat de respecter et de garantir lesdits droits; il rappelle également que l'Etat a assumé des obligations internationales à cet égard. Il est intéressant de noter que le préambule reconnaît que le FMLN a les moyens et la volonté de respecter les attributs inhérents à la personne humaine et s'engage à le faire. En vertu des dispositions de l'Accord, les deux parties s'engagent à garantir le plein respect des droits de l'homme les plus élémentaires. La mise en place d'un mécanisme de vérification internationale par une mission de l'ONU qui sera dirigée par un directeur nommé par le Secrétaire général et entrera en fonctions dès la fin du conflit armé est l'une des dispositions les plus remarquables de l'Accord. Le fait que la mission examine une affaire comme situation n'interdira pas le recours aux procédures internationales visant à promouvoir et à protéger les droits de l'homme 73/. Le Représentant spécial ne peut que se féliciter vivement de la signature de l'Accord, dans lequel il faut placer les plus grands espoirs.

93. La Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités a recommandé, dans sa résolution adoptée en août 1990, que le Représentant spécial mette particulièrement l'accent dans son rapport à l'Assemblée générale sur la manière dont les parties à l'Accord de San José susmentionné se sont acquittées des obligations contractées. En effet, comme l'ont indiqué huit organisations non gouvernementales présentes en El Salvador 74/ dans le rapport qu'elles ont présenté au Représentant spécial, les actes de violence se sont poursuivis après la signature de l'Accord bien que leur nombre ait diminué. En ce qui concerne les assassinats, lesdites organisations indiquent qu'au cours du mois qui a précédé la signature de l'Accord, le nombre d'assassinats imputés aux forces armées était de huit et de neuf le mois suivant; un pour le FMLN pour le mois précédent en question et aucun pour le mois suivant; par contre, le nombre d'assassinats commis par "des inconnus ou des personnes en civil" et par "les escadrons de la mort" est demeuré le même. Quant au nombre d'enlèvements imputés à l'Etat, il serait passé de six à trois, et le nombre de séquestrations imputables au FMLN de cinq à zéro. Ces organisations se demandent si la diminution du nombre des violations est simplement conjoncturelle ou due aux mesures prises par les parties en vue de les éviter.

94. En ce qui concerne plus particulièrement les efforts déployés par les autorités constitutionnelles d'El Salvador pour améliorer la situation des droits de l'homme, le Représentant spécial rappelle les activités de la Commission (gouvernementale) des droits de l'homme d'El Salvador, dont il a fait l'éloge dans de précédents rapports. Des témoins présentés par des organisations non gouvernementales ont indiqué que la Commission gouvernementale avait enquêté sur leurs cas; un témoin a reconnu devoir sa liberté à l'intervention de cette commission. Le Représentant spécial indique également qu'en juillet 1990, l'état-major conjoint des forces armées a créé un bureau chargé d'examiner les

plaintes relatives aux violations des droits de l'homme 75/. Il convient d'indiquer également que, conformément aux dispositions de l'Accord de San José de juillet 1990, les forces armées salvadoriennes ont défini les procédures à suivre en ce qui concerne les arrestations et les droits des détenus. Il y est prévu qu'aucune arrestation ne sera opérée la nuit et sans avoir été ordonnée par écrit, sauf en cas de flagrant délit; une arrestation ne peut être opérée que si elle a été ordonnée par écrit et conformément à la loi par une autorité compétente; les membres des forces armées procédant à l'arrestation doivent porter l'uniforme réglementaire et décliner leurs qualités; tout individu arrêté sera informé des raisons de son arrestation et de ses droits et il devra pouvoir communiquer sans délai avec le conseil juridique de son choix 76/.

95. Par ailleurs, des causeries sur les droits de l'homme et le droit international humanitaire applicable en cas de conflit armé continuent d'être organisées à l'intention des membres des forces armées et des forces de sécurité.

96. Le Représentant spécial se doit de mentionner le travail remarquable qu'accomplit le Comité international de la Croix-Rouge pour assurer une protection aux victimes du conflit en El Salvador. Avec l'accord des parties au conflit, le Comité accomplit diverses tâches; il rend notamment visite aux personnes détenues pour des raisons liées au conflit, établit des contacts avec les familles et s'emploie à protéger la population civile, à fournir des secours et des soins médicaux et à faire connaître les principes du droit international humanitaire.

97. En ce qui concerne l'ordre judiciaire, le Représentant spécial a été informé par la Cour suprême de justice de la création du Service de l'administration pénitentiaire, de la nomination de huit assesseurs itinérants, de la création d'un bureau de renseignements relatifs aux détenus, d'un Conseil national de la magistrature et d'un institut de médecine légiste. La Cour a également indiqué qu'elle avait l'intention de créer un mécanisme d'enquête relevant du pouvoir judiciaire. Le Représentant spécial espère que toutes ces mesures aboutiront rapidement aux résultats escomptés, c'est-à-dire au fonctionnement efficace de l'administration de la justice.

98. Par ailleurs, la Commission chargée de réviser la législation salvadorienne a poursuivi ses travaux en ce qui concerne la mise à jour des lois salvadoriennes 77/. Au nombre des avant-projets de loi présentés dernièrement à l'Assemblée législative, il convient de citer l'avant-projet de réforme au Code pénal, au Code de procédure pénale et de justice militaire (réglementation de la peine de mort, recours en grâce, restriction de la liberté et autres restrictions); les avant-projets de réforme à la loi organique judiciaire; et l'avant-projet de réforme au Code de procédure pénale, la loi sur les procédures spéciales concernant les accidents de la route, la loi organique du Ministère public et la loi organique judiciaire (touchant les normes régissant l'assistance judiciaire et la défense).

99. Enfin, le Représentant spécial tient à mentionner que le Président de la République et les autres autorités constitutionnelles salvadoriennes s'emploient à améliorer la situation des droits de l'homme dans le pays; si le nombre des violations graves a diminué grâce à ces efforts, en particulier après la signature de l'Accord de San José, il est indéniable que les violations persistent. La situation est donc loin d'être satisfaisante.



100. En ce qui concerne le FMLN, considéré dans l'Accord de San José comme ayant les moyens et la volonté de respecter les droits de l'homme, celui-ci a décidé unilatéralement une trêve du 24 au 25 février à l'occasion du décès du regretté Président Duarte 78/. D'autre part, le haut commandement du Frente a donné l'ordre de cesser les attaques à compter du 16 mars contre les transports publics, les établissements commerciaux, les lignes téléphoniques ainsi que les attentats contre les fonctionnaires et les personnes civiles ne faisant pas partie de l'appareil militaire ou paramilitaire 79/. La manière dont le FMLN a respecté l'Accord de San José a été exposée précédemment.

101. Le Représentant spécial a été informé que le FMLN a libéré à diverses reprises des soldats capturés au cours des combats, notamment un colonel et huit soldats le 11 juillet 80/, un sergent et deux soldats blessés le 6 août 81/ et cinq soldats le 24 août 82/.

## VII. CONCLUSIONS

102. Faisant le point des renseignements recueillis sur la situation des droits de l'homme en El Salvador durant les mois écoulés de 1990, le Représentant spécial formule les conclusions suivantes :

### Droits économiques, sociaux et culturels

103. La situation des droits économiques, sociaux et culturels des Salvadoriens continue d'être affectée par la conjonction d'une série de facteurs, dont la persistance du conflit entre l'armée et le FMLN et le climat de violence qu'il suscite.

104. La poursuite des attaques systématiques du FMLN contre l'infrastructure économique du pays entrave aussi sérieusement l'exercice présent et futur d'importants droits économiques, sociaux et culturels des Salvadoriens. Toutefois, il importe de mentionner que, depuis le 16 mars 1990, le FMLN a cessé d'attaquer les transports publics et les lignes téléphoniques.

105. Durant les mois écoulés de 1990, le Gouvernement a intensifié son action contre les organisations humanitaires, syndicales, paysannes et d'autre nature; il soupçonne en effet certaines de ces organisations de sympathiser avec le FMLN, ce que nient les organisations incriminées; au cas où ces allégations seraient fondées, seules se justifient les actions conformes à la loi et au respect des droits de l'homme.

### Exécutions sommaires

106. Des membres de l'appareil de l'Etat, surtout des membres des forces armées et de la défense civile, ont procédé pour des raisons politiques à des exécutions sommaires, dont le nombre difficile à déterminer avec exactitude est inférieur à celui de l'année passée et a sensiblement diminué depuis la signature de l'Accord de San José sur les droits de l'homme le 26 juillet 1990. Il y a lieu de tenir compte du climat d'intimidation qui règne dans certains secteurs de la population en raison des menaces explicites d'exécutions sommaires ou d'autres violations des droits de l'homme.

107. De nombreuses sources imputent les exécutions sommaires et d'autres cas de violations des droits de l'homme aux "escadrons de la mort" qui sont présumés agir en liaison avec les forces armées et les forces de sécurité ou bénéficier de leur tolérance. Cette hypothèse paraît vraisemblable au Représentant spécial, mais les difficultés qu'il a rencontrées pour enquêter sur les crimes de cette nature ne lui permettent pas de parvenir à des conclusions absolument certaines pour des cas d'espèce; il n'est pas exclu, par ailleurs, que ces activités masquent des crimes de droit commun.

108. Pour sa part, le FMLN a continué à exécuter sommairement des militaires et de prétendus collaborateurs des forces armées, mais semble avoir renoncé à cette pratique après la signature de l'Accord de San José. Il a aussi commis quelques actes terroristes dans des villes, qui se sont soldés par des morts et des blessés parmi la population civile.

#### Enlèvements et disparitions

109. On continue d'enregistrer des cas de disparitions pour des raisons politiques. Leur nombre et l'identité des responsables sont difficiles à déterminer avec précision, mais le Représentant spécial n'exclut pas dans certains cas la possibilité d'une participation des "escadrons de la mort".

110. Les mouvements de guérilla ont également procédé à des enlèvements de civils. Des cas de séquestrations de mineurs ont été signalés au Représentant spécial, cas démentis catégoriquement par les mouvements de guérilla.

#### Traitement des prisonniers politiques

111. Lors d'interrogatoires de détenus pour des raisons politiques, les forces de police ont eu parfois recours à la torture et à des traitements cruels, inhumains ou dégradants, mais le Représentant spécial ne pense pas que ces pratiques soient généralisées et dictées par la politique gouvernementale.

#### Justice pénale

112. Durant les mois écoulés de 1990, des membres des forces armées ont été condamnés pour des délits commis l'année précédente, ce qui prouve que l'impunité n'est pas totale; toutefois, les procédures engagées contre des membres des forces armées ne progressent que très lentement et, en ce qui concerne l'assassinat du père Ellacuría et d'autres personnes, les forces armées ne semblent pas faire preuve d'une coopération suffisante, des preuves importantes ayant même été détruites. On ne constate aucun progrès notable touchant les cas de violations multiples et graves de droits de l'homme qui se sont produits dans le passé. Le Représentant spécial estime donc que la justice pénale ne fonctionne pas de manière satisfaisante, que ses lacunes tiennent plus aux déficiences de l'instruction et de l'établissement des faits qu'au fonctionnement proprement dit des organes judiciaires.

### Le conflit armé

113. La situation de la population civile dans les zones les plus touchées par le conflit est assez difficile et pénible; en outre, les forces armées font occasionnellement des morts et des blessés parmi cette population, plus par inadvertance que par volonté délibérée de tuer; il n'est pas facile de chiffrer avec exactitude le nombre des victimes, mais il est inférieur à celui de l'année précédente et au nombre des exécutions sommaires.

114. Pour sa part, le FMLN a fait des morts ou des blessés parmi les civils à la suite de l'explosion de mines antipersonnel mais, dans certains cas, il peut être difficile d'établir si les engins en question ont été posés par les groupes de guérilleros ou par les forces armées; les mouvements de guérilla ont aussi fait sporadiquement d'autres victimes parmi la population civile.

### Efforts déployés pour améliorer le respect des droits de l'homme et résultats obtenus

115. Des efforts ont incontestablement été faits par le Président de la République et les autres autorités constitutionnelles salvadoriennes pour améliorer la situation en matière de droits de l'homme mais, même si l'on a enregistré une diminution des violations graves de ces droits - en particulier grâce à la signature, le 26 juillet 1990, de l'Accord de San José - force est de constater que les violations persistent.

116. Le FMLN a montré lui aussi davantage d'intérêt pour le respect des droits de l'homme, mais il n'est pas parvenu non plus à éviter de commettre des violations graves de ces droits, violations toutefois moins nombreuses que l'année précédente; cet intérêt s'est notamment manifesté par la signature de l'Accord de San José, dans le cadre des négociations entamées avec le Gouvernement.

117. Le Gouvernement et le FMLN ont repris et intensifié le processus de négociation, sous les auspices du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, en vue de mettre fin au conflit.

## VIII. RECOMMANDATIONS

118. Le Représentant spécial reste préoccupé par la situation des droits de l'homme en El Salvador, bien qu'on ait enregistré à ce jour une diminution du nombre des violations par rapport à 1989; il exhorte donc de nouveau, avec la plus grande insistance, le Gouvernement et tous les pouvoirs, instances et forces politiques du pays, y compris les mouvements de guérilla, à prendre sans délai toutes les mesures propres à mettre définitivement un terme aux atteintes à la vie, à l'intégrité et à la dignité des personnes, que ce soit dans le cadre des hostilités ou en dehors.

119. Le Représentant spécial invite de même avec la plus grande insistance le Gouvernement et le FMLN à faire preuve, dans le cadre du processus de négociation en cours, de réalisme politique d'imagination et de générosité envers le peuple salvadorien, afin de parvenir le plus tôt possible à une paix juste et durable et de s'atteler ensuite à la tâche de réconciliation et de reconstruction nationales.

Le Représentant spécial pense que la réduction de la violence, que ce soit dans le cadre des hostilités ou en dehors, contribuera à créer un climat de confiance réciproque grâce auquel les négociations en cours pourront aboutir plus facilement et rapidement à des résultats positifs.

120. Le Représentant spécial rappelle tout particulièrement aux autorités constitutionnelles de la République d'El Salvador les recommandations formulées dans son précédent rapport à la Commission des droits de l'homme 83/ et il leur recommande plus précisément :

- a) D'adopter des mesures visant à empêcher toutes menaces et manoeuvres d'intimidation psychologique à l'encontre de certains secteurs de la population;
- b) De poursuivre la réforme judiciaire et la mise en place d'un service d'enquête criminelle efficace, qui relève du pouvoir judiciaire;
- c) De faciliter les actions en justice engagées à la suite des massacres collectifs perpétrés au cours du dernier trimestre de 1989, de façon à ce qu'elles débouchent le plus rapidement possible sur des jugements équitables et exemplaires;
- d) De poursuivre la réforme agraire et les autres réformes de structure nécessaires à une amélioration des conditions de vie de la population.

121. Le Représentant spécial rappelle au FMLN et aux autres mouvements de guérilla les recommandations qu'il a formulées dans son précédent rapport à la Commission des droits de l'homme 84/ et leur recommande plus particulièrement :

- a) De s'abstenir, comme ils l'ont décidé, de poser des mines antipersonnel susceptibles de faire des morts et des blessés parmi la population civile;
- b) De s'abstenir immédiatement de se livrer à un terrorisme urbain susceptible de faire des victimes parmi les civils.

122. Enfin, le Représentant spécial recommande de nouveau à tous les Etats de la communauté internationale, surtout aux Etats les plus riches et les plus développés, de fournir plus généreusement l'aide nécessaire pour adoucir le sort et améliorer les conditions de vie des Salvadoriens déplacés, réfugiés ou réinstallés du fait des hostilités.

Notes

- 1/ El País, 3 février 1990.
- 2/ Le Monde, 2 février 1990.
- 3/ El País, 11 février 1990.
- 4/ The Guardian, 14 mars 1990.
- 5/ Herald Tribune, 23 mars 1990.
- 6/ El País, 3 avril 1990.
- 7/ Le Monde, 27 juin 1990.
- 8/ INFORPRESS Centroamericana, 5 juillet 1990.
- 9/ El Salvador on Line, 16 avril 1990.
- 10/ Ibid., 11 juin 1990.
- 11/ Ibid., 3 septembre 1990.
- 12/ Ibid., 2 avril 1990.
- 13/ Ibid., 14 mai 1990.
- 14/ Ibid., 5 février 1990.
- 15/ Ibid., 28 mai 1990.
- 16/ Ibid., 11 juin 1990.
- 17/ Departamento de Derechos Humanos del Sínodo Luterano Salvadoreño, novembre 1989 à septembre 1990.
- 18/ Rapport des forces armées d'El Salvador sur les droits de l'homme au cours de la période allant d'octobre 1989 à septembre 1990.
- 19/ El Salvador on Line, 9 juillet 1990.
- 20/ Ibid., 23 avril 1990.
- 21/ Ibid., 14 mai 1990.
- 22/ Communiqué publié le 16 août 1990 par le Comité de soutien au peuple d'El Salvador (CISPES).
- 23/ La Prensa Gráfica, 5 juillet 1990.
- 24/ Boletín de Prensa, No 162, 16 juin 1990.

/...

- 25/ El Salvador on Line, 6 août 1990.
- 26/ Ibid., 20 août 1990.
- 27/ Tutela Legal (organe de l'archevêché), bulletins hebdomadaires.
- 28/ El Salvador on Line, 12 mars 1990.
- 29/ Groupe oecuménique chrétien de soutien à El Salvador, 10 février 1990.
- 30/ El Salvador on Line, 19 mars 1990.
- 31/ Ibid., 26 mars 1990.
- 32/ Ibid., 9 juillet 1990.
- 33/ El Mundo, 21 juillet 1990.
- 34/ La Prensa Gráfica, El Diario de Hoy, 1er mai 1990.
- 35/ Document communiqué au Représentant spécial le 23 mai 1990.
- 36/ El Diario de Hoy, 19 juin 1990.
- 37/ El Salvador on Line, 23 juillet 1990.
- 38/ Communiqué publié le 25 juillet 1990 par la Commission (gouvernementale) des droits de l'homme d'El Salvador.
- 39/ El Diario de Hoy, 31 juillet 1990.
- 40/ La Prensa Gráfica, 31 juillet 1990.
- 41/ Communiqué du 3 juillet 1990.
- 42/ Salpress, 28 juin 1990.
- 43/ Communiqué de la Mission permanente d'El Salvador auprès de l'Organisation des Nations Unies et des organisations internationales à Genève du 2 avril 1990.
- 44/ Communiqué de la Mission permanente d'El Salvador auprès de l'Organisation des Nations Unies et des organisations internationales à Genève du 17 juillet 1990.
- 45/ Voir également Estudios Centroamericanos, juin-juillet 1990.
- 46/ Diario de Hoy, 29 juin 1990.
- 47/ Communiqué de la Mission permanente d'El Salvador auprès de l'Office des Nations Unies et des organisations internationales à Genève du 28 juin 1990.
- 48/ El Salvador on Line, 14 mai 1990.

49/ Salpress, télex du 9 mars 1990.

50/ Mémoire relatif aux travaux de la Cour suprême de Justice sur le respect, la protection et le développement des droits de l'homme, pour la période allant du 12 octobre 1989 au 4 octobre 1990.

51/ Voir Lawyers Committee for Human Rights, A Decade of Failed Promises: the Investigation of Archbishop Romero's Murder, mars 1990.

52/ El Salvador on Line, 23 avril 1990.

53/ La Prensa Gráfica, 19 avril 1990.

54/ E/CN.4/1990/26, par. 77.

55/ El Salvador on Line, 7 mars 1990; ibid., 4 juin 1990.

56/ E/CN.4/1990/26, par. 45.

57/ E/CN.4/1990/76, par. 4.

58/ Diario Latino, 7 juin 1990.

59/ Diario Latino, 2 mai 1990.

60/ Tutela Legal (organe de l'archevêché), bulletins hebdomadaires.

61/ El Salvador-Proceso, 28 février 1990; rapport du 12 février 1990.

62/ El Salvador on Line, 16 avril 1990.

63/ Ibid., 21 mai 1990.

64/ Ibid., 4 juin 1990.

65/ Ibid., 18 juin 1990.

66/ Ibid., 6 août 1990.

67/ CISPES, 23 août 1990.

68/ El Salvador on Line, 17 septembre 1990.

69/ Ibid., 17 septembre 1990.

70/ Document émanant de l'hôpital de Navarre, Pampelune, 22 septembre 1990.

71/ El Diario de Hoy, 22 août 1990.

72/ Déclarations de Mgr Rosa Chávez, 26 août 1990.

1...

73/ Voir Organisation des Nations Unies, Boletín de Prensa, 30 juillet 1990 (CA/33).

74/ Rapport du 1er octobre 1990 présenté par les organismes suivants : Oficina de Abogados Asociados; Centro de Estudios para la aplicación del Derecho; Commission (non gouvernementale) des droits de l'homme d'El Salvador; Departamento de Derechos Humanos del Sínodo Luterano Salvadoreño; Dirección de Derechos Humanos de la Unión Nacional Obrera Campesina; Instituto de Derechos Humanos de la Universidad Centroamericana; Socorro Jurídico Cristiano; Instituto Jurídico de El Salvador.

75/ Communiqué de la Mission permanente d'El Salvador auprès de l'Organisation des Nations Unies et des organisations internationales à Genève du 11 juillet 1990.

76/ Communiqué de la Mission permanente d'El Salvador auprès de l'Organisation des Nations Unies et des organisations internationales à Genève du 13 août 1990.

77/ Rapport remis au Représentant spécial le 5 octobre 1990.

78/ El Salvador on Line, 26 février 1990.

79/ Communiqué officiel du FMLN daté du 13 mars 1990, mis à la disposition du Représentant spécial.

80/ El Salvador on Line, 16 juillet 1990.

81/ Communiqué publié le 23 août par le FMLN.

82/ El Salvador on Line, 3 septembre 1990.

83/ E/CN.4/1990/26, par. 126.

84/ Ibid., par. 127.

-----